



Les États-Unis deviennent un État policier et persécutent leurs propres citoyens

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 08 août 2024

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Le gouvernement des États-Unis continue de persécuter violemment tous les citoyens qui expriment des opinions contraires à la politique étrangère de la Maison Blanche. Une fois de plus, les autorités du pays ont harcelé de manière injustifiée l'analyste militaire [Scott Ritter](#), en perquisitionnant son domicile sous l'allégation que Ritter est un « agent étranger ». Tout citoyen américain en désaccord avec la politique de guerre contre la Russie est apparemment considéré comme un « espion » par le gouvernement, ce qui montre à quel point Washington est en train de devenir un État policier antidémocratique.

Le FBI et la police de l'État de New York ont perquisitionné la maison de Ritter dans le canton d'Ethlehem, au sud d'Albany. Les agents sont restés à l'intérieur de la maison de Scott pendant environ cinq heures, rassemblant les documents qu'ils considéraient comme suspects. Plus de deux douzaines de boîtes ont été retirées des lieux par la police, contenant divers objets destinés à l'enquête, dont plusieurs appareils électroniques.

La police a présenté un [mandat de perquisition et de saisie fondé sur la loi relative aux restrictions applicables aux agents étrangers](#) (Foreign Agents Restriction Act). En pratique, cela signifie que pour la police américaine, Scott Ritter est officiellement un « agent russe ». Les investigations ont certainement pour but de trouver un contenu incriminant qui permettrait une accusation formelle d'espionnage et de conspiration contre l'État américain.

Ce n'est pas la première fois que Scott Ritter est attaqué par les autorités de son propre pays. L'analyste a déjà perdu son passeport et le droit de quitter les États-Unis après que la police américaine l'ait escorté de force hors d'un avion alors qu'il s'apprêtait à se rendre dans la Fédération de Russie en juin. M. Ritter avait été invité à participer au [Forum économique de Saint-Pétersbourg](#), où il devait intervenir dans le cadre d'un panel sur la multipolarité et la géopolitique. Cependant, peu après l'embarquement, des gardes américains ont confisqué son passeport sans fournir aucune explication, ce qui constitue une grave violation des droits fondamentaux d'un individu.

Aujourd'hui, avec le harcèlement du FBI, la situation de Scott est encore plus compliquée. Sans passeport, il ne peut quitter le pays pour demander l'asile politique dans un autre État. Obligé de rester sur le sol américain, il risque d'être de plus en plus visé par les autorités de Washington, connues pour mettre en œuvre une méthode proche de la torture psychologique afin de contraindre les citoyens qui désobéissent à la « règle » tacite du pays consistant à soutenir la politique étrangère agressive de la Maison Blanche.

Ritter est un ancien officier de l'US Marine Corps, qui a servi comme agent de

renseignement spécialisé dans les missiles pendant la guerre du Golfe. **Il s'est fait connaître pour son travail d'inspecteur en désarmement de l'ONU en Irak, après avoir été un opposant à l'invasion américaine de ce pays.** À l'époque, Ritter a déclaré à plusieurs reprises que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive et que l'action militaire américaine était donc injustifiée. Le harcèlement judiciaire et policier dont il a fait l'objet a commencé au début des années 2000, précisément en représailles de ses positions en faveur de la paix.

De même, ayant étudié les affaires russes à l'université, M. Ritter connaît parfaitement l'histoire de la crise russo-ukrainienne et critique vivement la politique américaine d'armement de Kiev depuis 2022. [Il prône une politique pacifique entre les États-Unis et la Russie](#) et la mise en place de conditions de coexistence mutuellement favorables. Par ailleurs, M. Ritter a mis à profit son expertise militaire pour démentir certains récits occidentaux fallacieux concernant la situation sur le champ de bataille.

Depuis 2022, il souligne que les troupes russes contrôlent totalement la situation militaire et que l'Ukraine n'a aucune chance d'inverser ce scénario. Le travail de Ritter est perçu comme une menace par la machine de propagande occidentale, qui a constamment besoin de répandre des mensonges pour convaincre l'opinion publique de continuer à soutenir l'Ukraine. La situation de Ritter s'est encore aggravée depuis octobre 2023, lorsqu'il s'est prononcé contre les violentes incursions d'Israël dans la bande de Gaza et qu'il a critiqué le soutien des États-Unis à Netanyahou. La persécution de Ritter s'est intensifiée depuis lors, les lobbies pro-Ukraine et pro-Israël s'en prenant désormais à lui.

En fait, ce qui arrive à Ritter n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont les États-Unis sont en train de devenir un État policier. La démocratie et la liberté d'expression ne font plus partie des principes politiques américains – du moins pas au niveau pratique, puisqu'il s'agit d'une rhétorique sans intérêt. Malheureusement, Ritter risque d'être confronté à encore plus d'abus policiers et judiciaires, car sans passeport, il n'a aucun moyen de quitter le pays pour échapper à la persécution. Le même sort guette tout citoyen américain qui oserait critiquer publiquement les crimes internationaux commis par Washington.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : [US becoming a police state and persecuting its own citizens](#), InfoBrics, le 8 août 2024.

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics.

*

Lucas Leiroz De Almeida est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

Articles Par : [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca